

5052M222/10

520

(1963)

A

Incidence des prélèvements de main d'œuvre sur
certaines entreprises dont le fonctionnement
est indispensable à la S.N.C.F.
(entreprises de manutention, factage, S.T.E.F., S.G.W., ...)

Lettre S.N.C.F. au M.T.I. 3. 3.43
C.A. 10. 3.43 16 18 (e)

Incidence de prélèvements de main-d'œuvre sur certaines entreprises dont le fonctionnement est indispensable à la S.N.C.F. (entreprises de manutention, factage, S.T.E.F., S.G.W.)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:-:-:-:-

465 - 1

3 mars 1943

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur certaines entreprises dont le fonctionnement est indispensable à l'exécution du service du chemin de fer et qui risquent de se trouver dans l'impossibilité d'exécuter leur service si des prélèvements importants de personnel y sont effectués.

Ce sont notamment :

1°) les Sociétés auxquelles est affermée l'exploitation de certaines lignes de la S.N.C.F.

2°) les entreprises de manutention ferroviaire et de travaux communs,

3°) la "Société de transports et d'entrepôts frigorifiques" (S.T.E.F.), et la "Société de Gérance des wagons de grande capacité" (S.G.W.),

4°) les Entreprises assurant, d'une manière permanente, l'entretien et la réparation du matériel de chemin de fer,

5°) la "Société de contrôle et d'études des transports automobiles" (S.C.E.T.A.) et les entreprises de factage et de camionnage.

Je vous serais obligé de bien vouloir prendre les mesures utiles pour que ces Sociétés bénéficient des

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux
Communications.-

dispositions analogues à celles prévues en faveur de la S.N.C.F. en ce qui concerne les taxations de spécialistes et le maintien dans leur emploi, considéré comme utile au pays, des jeunes gens nés en 1920-1921-1922.

Veuillez agréer,

Le Président du Conseil
d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 10 mars 1943

Questions diverses

- c) Incidence des prélèvements de main-d'oeuvre sur certaines entreprises dont le fonctionnement est indispensable à la S.N.C.F.

Pas de IV
Sténo (p.16)

M. LE PRESIDENT. - Par lettre du 3 mars nous avons appelé l'attention de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications sur certaines entreprises dont le fonctionnement est indispensable pour le chemin de fer et qui risquent de se trouver dans l'impossibilité d'exécuter leur service si des prélèvements importants de personnel y sont effectués. Il s'agit, d'une part, des sociétés auxquelles est affermée l'exploitation de certaines lignes de la S.N.C.F., d'autre part, des entreprises de manutention ferroviaire et de travaux connexes, de la S.T.E.F., de la S.G.W., des entreprises assurant l'entretien et la réparation du matériel de chemin de fer, enfin de la S.C.R.T.A. et des entreprises de factage et de camionnage.

Nous avons demandé au Ministre de vouloir bien intervenir pour que des prélèvements de personnel ne soient pas effectués sur ces entreprises.

M. BOUTET. - Le Ministre n'a pas encore pris position ?

M. LE PRESIDENT. - Non.

M. BOUTET. - Je crois que si. Le Ministre n'a fait d'exception de principe que pour les visiteurs de la S.G.W.

M. LE PRESIDENT. - La question la plus grave pour nous serait celle des entreprises qui assurent la réparation et l'entretien du matériel. Il est bien évident que si ces entreprises continuent à être désorganisées comme elles le sont à l'heure actuelle, et si elles doivent subir des prélèvements nouveaux, nous en supporterons toutes les conséquences.